

Vontobel Fund II – Fixed Maturity Emerging Markets Bond 2026

Document de marketing pour les investisseurs institutionnels en: AT, CH, DE, ES, FR, GB, IT, LI, LU.

Évolution du marché

Le deuxième trimestre (T2) de 2026 a été marqué par l'évolution du conflit iranien et ses répercussions sur les marchés pétroliers. Le mois d'avril a débuté par un renversement partiel de la tendance à l'aversion au risque observée en mars, le cessez-le-feu de 14 jours entre les États-Unis et l'Iran ayant joué un rôle catalyseur sur le moral des marchés – et ce, alors même que les négociations formelles à Islamabad échouaient, que le président américain Donald Trump déclarait un blocus naval du détroit d'Hormuz, et que le passage était interrompu par intermittence. L'appétit pour le risque s'est renforcé tout au long du mois de mai, les marchés anticipant la conclusion imminente d'un accord entre les États-Unis et l'Iran ainsi que la réouverture du détroit, ce qui a propulsé les actions mondiales vers de nouveaux sommets historiques, sous l'impulsion des marchés émergents (ME). En juin, on a observé le schéma classique du « vendre la nouvelle » après « acheter la rumeur » : Les États-Unis et l'Iran ont signé un protocole d'accord (MoU) ouvrant la voie à un accord de paix ; les flux pétroliers dans le détroit d'Ormuz se sont rapidement rétablis – estimés à environ 8,7 millions de barils par jour (mbj) dès la troisième semaine de juin, un niveau encore faible par rapport à celui d'avant la guerre (environ 20 millions de barils), mais représentant environ le triple de la moyenne du mois de mai – et les actifs à risque se sont consolidés avec un léger recul, tandis que l'appétit pour le risque restait élevé. Le prix du Brent a parcouru tout le cycle, se stabilisant autour de 115 USD le baril en avril, retombant à 92 USD en mai, puis glissant dans la fourchette faible des 70 USD à la fin juin. Cette fluctuation des cours du pétrole a été le principal facteur de performance relative à travers les marchés émergents, favorisant d'abord les exportateurs avant de se tourner de manière décisive vers les importateurs, à mesure que les prix baissaient. Les Matières premières en général ont suivi la même tendance : un pic suivi d'un recul : Les métaux industriels ont fait un rallye en avril et en mai – le cuivre s'est notamment distingué – avant de corriger fortement, parallèlement au pétrole, en juin, le cuivre surperformant à nouveau lors de la baisse ; les métaux précieux ont été plus faibles. Les taux de base ont été tirés par deux forces opposées. Le choc inflationniste lié au pétrole s'est avéré moins grave que prévu, et l'effondrement ultérieur des prix a limité les pressions à la hausse – pourtant, les rendements des obligations du Trésor américain ont continué à augmenter tout au long du deuxième trimestre, le rendement à 10 ans s'établissant à environ 4,47 % (contre 4,37 % fin mars). Le sujet principal était le réajustement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) : Les marchés sont passés d'une prévision de pratiquement aucune baisse (avec seulement environ 10,6 % de probabilité d'une baisse d'ici décembre 2026 en avril) à une prévision de hausses – environ 20

pb d'ici la fin de l'année à la fin mai – et, en juin, avec la première réunion de Kevin Warsh en tant que nouveau président de la Fed interprétée comme restrictive, à une probabilité croissante d'une hausse dès septembre ou octobre. La demande américaine est restée solide (chiffres de l'emploi supérieurs aux prévisions, secteur manufacturier en expansion), ce qui a renforcé cette tendance. L'Europe a divergé : Les rendements des Bunds à 10 ans ont chuté à 2,86 % et ceux des gilts britanniques ont également baissé, alors que l'inflation dans la zone euro s'est nettement atténuée jusqu'en juin (les indices des prix à la consommation allemand et français ayant reculé sur le mois, ce qui a tiré les taux annuels vers le bas), parallèlement à des signes de ralentissement de l'inflation à travers l'Europe de l'Est et dans d'autres marchés émergents. La scission entre une demande américaine résiliente et des services européens plus faibles a constitué une caractéristique macroéconomique marquante du deuxième trimestre. Parmi les banques centrales des marchés émergents, la Banco Central do Brasil (BCB) a abaissé son taux de 25 pb, le ramenant à 14,75 %, tandis que la Banco de la República (BanRep) de Colombie a procédé à une deuxième hausse consécutive de 100 pb, portant son taux à 11,25 %, ce qui en fait clairement une exception dans la région. Les flux des fonds obligataires spécialisés dans les marchés émergents sont redevenus positifs en avril, après les fortes sorties enregistrées en mars, offrant ainsi un contexte technique favorable à mesure que le deuxième trimestre avançait.

Concernant les obligations souveraines des marchés émergents libellées en devises fortes, les titres souverains à haut rendement (HY) ont surperformé les titres investment grade tout au long du deuxième trimestre, et les titres des marchés frontières ont dominé le haut du classement en termes de performance – la reprise a été tirée par les écarts de rendement et s'est concentrée sur des cas spécifiques à fort carry plutôt que sur un moteur thématique unique. Le leadership régional a évolué en fonction du commerce du pétrole : L'Afrique et les marchés frontières ont mené au début, l'Amérique latine et les marchés émergents européens ont pris la tête en juin, tandis que le Moyen-Orient a persisté à la traîne sous le poids de l'incertitude liée à l'Iran puis de la baisse des cours du pétrole. La dynamique des notations a été un thème marquant, concentrée sur les émetteurs « H.Y. » et les marchés « frontières ». L'Argentine s'est vu attribuer le rating B- de la part des deux agences de rating Fitch et S&P ; le Ghana a obtenu son premier rating B de Fitch ; le Nigeria un rating B de S&P (équivalent à celui de Fitch) ; et l'Ouzbékistan un rating Ba2 de Moody's. Le Mexique a constitué l'exception notable, sa note ayant été abaissée à Baa3 par Moody's en raison d'un dérapage budgétaire. Plusieurs événements nationaux ont clairement mar-

qué le deuxième trimestre: Le Venezuela a connu des revirements – figurant parmi les meilleurs performeurs au début, alors que le Fonds monétaire international (FMI) a repris des contacts formels soutenus par la majorité de ses membres après la reconnaissance par les États-Unis de la présidente par intérim Delcy Rodríguez, puis parmi les plus faibles en juin après qu'un article du Financial Times a suggéré que le stock de dette restructurable est nettement plus important que supposé, ce qui implique des valeurs de recouvrement inférieures. L'Ukraine a affiché des performances nettement supérieures à la moyenne en avril et mai, grâce à une meilleure visibilité concernant le soutien extérieur (un décaissement du Pentagone, une mission du FMI attendue) et à l'optimisme de paix suscité par les prises de position de Vladimir Poutine et Volodymyr Zelenskyy, aidée par des investisseurs à la recherche de rendements de portage dans un environnement d'écart de rendement serrés – bien que les deux parties aient continué à intensifier les hostilités sur le plan militaire. L'Argentine a progressé de manière constante : l'approbation d'un deuxième examen du FMI assorti d'un nouveau décaissement, l'annulation de la dette intra-pouvoirs publics contractée sous l'ère Kirchner, réduisant la dette brute de près de 2 % du PIB, une double amélioration de la note B-, et de nouveaux prêts multilatéraux (Banque mondiale USD 2 milliards, BID USD 550 millions) qui, avec un excédent commercial renforcé, permettent au pays d'honorer les échéances d'euro-emprunts sans refinancement sur le marché. La Bolivie a connu un revirement spectaculaire – à la traîne en mai en raison de manifestations de blocage des capitaux, puis une forte performance en juin à mesure que les manifestations s'estompaient et que la banque centrale a dévalué le boliviano de près de 40 % après des années d'ancrage fixe de plus en plus surévalué, une étape vers un programme soutenu par le FMI, bien qu'un important ajustement budgétaire ne bénéficiant que d'un faible soutien politique reste encore à mener. La Colombie a affiché de bons résultats – malgré une dégradation de S&P à BB- et la politique de hausse offensive des taux menée par la BanRep – et a connu un nouveau rallye à la suite de la victoire au second tour du candidat de droite, de la Espriella. Le Mozambique s'est remis de ce que nous considérons comme des craintes injustifiées de défaut de paiement, aidé par un remboursement anticipé inattendu au FMI et des informations selon lesquelles un groupe d'obligataires organiserait une prolongation à l'amiable, potentiellement neutre ou positive sur la valeur actuelle nette, compte tenu des futures recettes gazières du pays. La Zambie a connu un rallye lors de l'appel d'offres concernant son obligation d'État à échéance 2053, le gouvernement ayant été contraint d'élargir le range de l'appel d'offres, le marché anticipant le trigger d'un mécanisme de conversion vers un titre à coupon plus élevé arrivant à échéance en 2035. Le Sri Lanka a enregistré une progression régulière grâce à la cinquième et sixième rétrospective combinée du FMI et au déblocage des fonds qui en a découlé, ainsi qu'à la mise en œuvre de mesures économiques orthodoxes (hausse des taux d'intérêt de 100 pb, impôt à l'importation plus élevée sur les véhicules, sécurisation des approvisionnements en pétrole), avec des facteurs favorables en fin du deuxième trimestre en tant qu'importateur de pétrole. Le Sénégal a clairement sous-performé au deuxième trimestre : La rupture entre Faye et Sonko a coûté au président sa majorité parlementaire, ce qui complique l'assainissement budgétaire et un programme du FMI, le défaut de paiement ou la restructuration restant notre hypothèse de base. Le clivage entre exportateurs et importateurs s'est accentué, alors que les cours du pétrole

chutaient fin juin. Les importateurs de pétrole vulnérables (Sri Lanka, Pakistan, Kenya) ont surperformé, tandis que les exportateurs de pétrole à haut rendement (Venezuela, Gabon, Angola, Nigeria, Cameroun) sont restés en arrière – même si ces derniers affichent toujours les meilleures performances à la date et se trouvent dans une situation financière bien meilleure qu'avant la guerre.

En ce qui concerne les obligations d'entreprises des marchés émergents libellées en monnaie forte, le segment « high yield » a de nouveau devancé le segment « investment grade » tout au long du deuxième trimestre. L'Amérique latine s'est maintenue comme leader régional ; l'Afrique a été dynamique en début de période ; l'Europe a été à la traîne en raison de la faiblesse turque ; et la composition défensive de l'Asie a fait qu'elle a moins profité de la hausse. Au niveau sectoriel, le secteur des transports a connu la reprise la plus marquée, les crédits des compagnies aériennes ayant rebondi grâce à la baisse des coûts du kérosène, l'immobilier s'est redressé, tandis que les secteurs de la pâte à papier et du papier ainsi que celui des biens de consommation sont restés à la traîne, le premier étant pénalisé par la faiblesse des prix mondiaux de la pâte à papier.

En Europe centrale et orientale, au Moyen-Orient et en Afrique (CEEMEA), la Turquie a occupé le devant de la scène, avec une trajectoire claire allant de la dégradation de la note de Vestel en avril (Moody's Caa2 sur une structure de capital insoutenable) à sa demande de « restructuration financière » déposée fin juin, parallèlement à une demande de restructuration de sa société mère, Zorlu Holding – ce qui souligne la pression exercée à l'échelle du groupe par une faible génération de liquidités. Le contexte souverain est resté difficile (Fitch a révisé son Outlook à stable suite à une diminution de plus de 50 milliards de dollars des réserves de change résultant de l'intervention de la Banque centrale de la République de Turquie (CBRT), tandis qu'Arçelik a allégé son bilan en cédant une participation de 60 % dans sa coentreprise d'électroménager avec Hitachi pour 205 millions de dollars). La société moldave Aragvi (Trans-Oil) s'est retrouvée sous pression fin juin, après la publication d'un article dans la presse ukrainienne contenant des allégations à l'encontre de son fondateur et propriétaire ; les obligations ont subi une vente massive, la société a rejeté le reporting comme étant faux et a fait appel à des conseillers juridiques internationaux, tandis que la direction est en pourparlers avec les détenteurs d'obligations. Plus tôt au cours du deuxième trimestre, la pression liée au carburant d'aviation a fortement impacté Air Baltic (Fitch à CCC-, S&P à CCC+ en raison d'un déficit de capital anticipé), seulement partiellement comblé par un prêt de l'État letton, tandis qu'Energean a été un point positif, Israël ayant ordonné la reprise des opérations sur son champ de Karish. Les marchés primaires ont repris avec vigueur en mai, menés par la région MENA (~13,9 milliards USD émis, dont 7 milliards USD du PIF, la plus grande transaction du Conseil de coopération du Golfe (GCC) depuis le début de la guerre).

En Amérique latine, Braskem a été le crédit le plus révélateur du deuxième trimestre. En avril, l'effet favorable lié à l'écart pétrochimique résultant de la guerre en Iran a propulsé l'EBITDA consensuel au-delà de 2 milliards USD – soit plus du double des niveaux d'avant-guerre – et a fait remonter les obligations, qui sont passées d'un niveau situé dans la fourchette basse des 40 à celui des 70. Conformément à notre mise en garde contre toute extrapolation des écarts de rendement observés en temps de guerre à un contexte d'après-guerre, la restructuration s'est alors

accentuée, à mesure que le conflit s'apaisait : un dépôt en juin d'une demande de mesure conservatoire (cautelar) et de médiation, S&P abaissant la notation des instruments à D, et le contrôle passant de Novonor à IG4 Capital (50,1 % des actions avec droit de vote), aux côtés de Petrobras (47 %), sous la présidence d'un nouveau conseil d'administration présidé par Magda Chambriard avec Helcio Tokeshi comme CEO. Le choix d'une mesure conservatoire plutôt qu'une procédure de redressement judiciaire directe indique une préférence pour la recherche d'une solution consensuelle dans un premier temps. Raízen a progressé de manière constructive. Ailleurs, Ecopetrol a conclu un accord en vue d'acquérir environ 26% de la société brésilienne Brava Energia afin de se doter d'une plate-forme pour son expansion en amont, et J&F Luxembourg a finalisé un échange portant sur les obligations Eldorado et Flora.

Revue du portefeuille

Tout au long du deuxième trimestre, nous avons continué à gérer le portefeuille en mettant clairement l'accent sur l'échéance du fonds, prévue en octobre 2026, en poursuivant la liquidation des titres arrivant à échéance après cette date et en réinvestissant le produit de ces liquidations dans des bons du Trésor américain, conformément au cadre de liquidation du fonds. La gestion des passifs pilotée par les émetteurs a joué en notre faveur : Nous avons participé à plusieurs offres publiques d'achat, où les émetteurs ont refinancé leur dette de manière proactive – notamment Genting ou Veon – ce qui nous a permis de sortir de ces positions de manière anticipée et à des conditions avantageuses, tout en accélérant le retour de liquidités avant l'échéance. Fin juin, le portefeuille conservait un rendement à l'échéance de 5,41 %.

Analyse de la performance

La catégorie de parts I du fonds en USD a enregistré une performance de 1,36 % au deuxième trimestre, la valeur nette d'inventaire (VNI) passant de 108,61 à 110,09. La performance était équilibrée. Les principaux contributeurs comprenaient la République d'Angola, qui a bénéficié de prix élevés du pétrole, et Emaar, soutenu par la reprise du secteur immobilier à Dubaï, tandis que Black Sea Trade & Development a été le principal détracteur.

Perspectives

Les États-Unis et l'Iran sont parvenus à un sur un protocole d'accord, mais un accord de paix complet n'a pas encore été conclu, et les conditions dans lesquelles les matières premières et autres marchandises transiteront par le détroit d'Ormuz n'ont pas encore été définies. Toutefois, les flux commerciaux se sont redressés à un bon rythme, ayant pratiquement triplé au cours des trois premières semaines de juin. Nous n'excluons pas de nouvelles perturbations commerciales, qui entraîneraient un risque de hausse des prix du pétrole et de l'inflation. À moins d'un retour improbable à une guerre généralisée, la réaction des marchés face à de tels événements à risque serait probablement plus modérée que celle, déjà relativement calme, observée ces derniers mois.

En ce qui concerne l'inflation et les perspectives générales pour les titres obligataires, l'inflation s'est jusqu'à présent montrée bien plus maîtrisée qu'en 2022, malgré la similitude du choc pétrolier.

Une politique budgétaire moins expansionniste, une politique monétaire plus restrictive, un taux d'épargne en baisse à l'échelle mondiale et des marchés du travail moins tendus ont probablement tous contribué à ralentir la transmission des hausses de prix. De plus, la baisse d'environ 40 % des cours du pétrole au cours des deux derniers mois et les chiffres de l'inflation inférieurs aux prévisions en provenance d'Europe de l'Est et d'autres marchés émergents indiquent que ce cycle inflationniste est susceptible d'être beaucoup plus court que celui de 2022. Cela serait de bon augure pour les titres obligataires, notamment les obligations libellées en monnaie locale.

L'appétit pour le risque reste élevé et est susceptible de le rester tout au long de l'été, ce qui est de bon augure pour les titres obligataires des marchés émergents. Les écarts de rendement des obligations souveraines et d'entreprises des marchés émergents libellées en devises fortes sont désormais revenus à leur niveau d'avant la guerre, celui enregistré début février. Par conséquent, le potentiel de hausse lié aux écarts de rendement est désormais plus limité dans l'ensemble, mais il existe encore de nombreuses opportunités de valeur relative. Les fondamentaux restent solides et ne se sont pas détériorés de manière significative sous l'effet du choc lié à la guerre. En fait, la tendance à la hausse des notations de crédit des souverains des marchés émergents s'est poursuivie sans relâche au deuxième trimestre. Même si quelques dégradations ont été enregistrées en raison de préoccupations budgétaires (au Mexique et en Colombie), les relèvements de notation les ont largement surpassées : L'Argentine a bénéficié de deux relèvements de note à B-, l'Afrique du Sud et l'Ouzbékistan ont obtenu leur troisième rating équivalente à BB, les Maldives ont évité le défaut de paiement et ont vu leur rating relevée à CCC-, le Nigeria et le Ghana ont vu leur rating relevée à B respectivement par S&P et Fitch, et les Bahamas ont obtenu leur troisième rating équivalente à BB-. Nous sommes donc d'avis que les écarts de rendement serrés sont appelés à perdurer.

La hausse de l'appétit pour le risque favorise également les opérations de « carry trade » en monnaie locale des marchés émergents, même si, dans ce cas précis, il faut reconnaître que la vigueur de l'économie américaine, portée par l'intelligence artificielle, a constitué un frein pour les actifs en monnaie locale des marchés émergents au cours des deux derniers mois. Contrairement à l'année dernière, lorsque les actifs en monnaie locale des marchés émergents ont affiché une performance exceptionnelle de près de 20 %, ils ont, depuis le début de l'année, sous-performé par rapport à ceux libellés en monnaie forte. Pourtant, cela n'a pas empêché certaines monnaies latino-américaines à fort « carry » d'afficher des rendements à deux chiffres au cours du premier semestre. De plus, alors que les écarts de rendement des obligations en monnaie forte des marchés émergents sont à des niveaux historiquement bas, les taux réels en monnaie locale de ces marchés se situent à près d'un écart-type au-dessus de leur médiane sur dix ans. Ainsi, si, d'un point de vue tactique, le retour de l'exceptionnalisme américain a pesé sur la performance relative de la classe d'actifs des obligations des marchés émergents, nous pensons que, d'un point de vue stratégique, elle reste bien positionnée, et un appétit pour le risque accru est susceptible de l'emporter sur un éventuel renforcement du dollar américain pour les stratégies de carry.

Caractéristiques du fonds

Nom du fonds	Vontobel Fund II – Fixed Maturity Emerging Markets Bond 2026
ISIN	LU2365110571
Catégorie de parts	I USD
Indice de référence	–
Date de lancement	9.11.2021

Performance historique (rendements nets, en %)

Période	Fonds	Indice de réf.	Période	Fonds	Indice de réf.
MTD	0.3%	–	2025	7.2%	–
YTD	2.0%	–	2024	9.7%	–
1 an	5.2%	–	2023	7.9%	–
3 ans p.a.	7.9%	–	2022	-14.1%	–
5 ans p.a.	–	–	2021	–	–
10 ans p.a.	–	–	2020	–	–
ITD p.a.	2.1%	–	2019	–	–
			2018	–	–
			2017	–	–
			2016	–	–

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Risques d'investissement

- Les placements sur les marchés émergents encourent des risques de liquidité et opérationnels accrus, ces marchés étant souvent sous-développés et plus exposés aux risques politiques, juridiques, fiscaux et de contrôle des changes.
- Les titres adossés à des actifs ou des créances hypothécaires (ABS/MBS) ainsi que leurs créances sous-jacentes sont souvent opaques. Le compartiment peut en outre être exposé à un risque de crédit et/ou de remboursement anticipé accru.
- Les qualités de crédit faibles comportent un risque plus élevé que l'émetteur n'honore pas ses obligations. La valeur du placement peut baisser si la note de crédit de l'émetteur se dégrade.
- L'utilisation d'instruments dérivés entraîne généralement un effet de levier. Il en résulte en outre des risques d'évaluation et des risques opérationnels correspondants.
- Les obligations CoCo comportent des risques significatifs, notamment le risque d'annulation des versements de coupons, d'inversion de la structure du capital et de prolongation de leur échéance.
- Les titres en difficulté (distressed) comportent un risque de crédit et de liquidité importants ainsi qu'un risque juridique. Dans le pire des cas, ils peuvent entraîner la perte totale du capital investi.
- Les investissements du Compartiment peuvent être soumis à des Risques de durabilité. Des informations sur la manière dont les risques de durabilité sont gérés au sein de ce Compartiment sont disponibles sur le site vontobel.com/sfdr.

Remarques juridiques importantes

Ce document commercial a été produit par une ou plusieurs sociétés du Groupe Vontobel (collectivement «Vontobel») pour des clients institutionnels dans le(s) pay(s) suivant(s): AT, CH, DE, ES, FR, GB, IT, LI, LU.

Le présent document ne constitue pas une offre, une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente de parts du fonds Vontobel/des actions du fonds ou de tout autre instrument d'investissement en vue d'effectuer toute transaction ou de conclure tout acte juridique de quelque nature que ce soit, mais sert uniquement à des fins d'information. Les souscriptions aux parts de ce fonds de placement ne devraient être effectuées que sur la base du prospectus de vente («prospectus de vente»), des documents d'informations clés (DIC), de ses statuts corporatifs et du dernier rapport annuel et semestriel du fonds, ainsi que sur l'avis d'un spécialiste indépendant en finances, droit, comptabilité et impôts. Ce document s'adresse uniquement à des «contreparties éligibles» ou à des «clients professionnels» tels que définis dans la directive 2014/65/CE (Directive concernant les marchés d'instruments financiers, «MiFID») ou par des réglementations similaires dans d'autres juridictions, ou à des clients professionnels tels que définis dans la loi fédérale suisse sur les placements collectifs de capitaux (LPCC).

Pour les produits relevant de l'Article 6 SFDR, les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'UE en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. ESG investing and criteria employed may be subjective in nature. The considerations assessed as part of ESG processes may vary across types of investments and issuers and not every factor may be identified or considered for all investments. Information used to evaluate ESG components may vary across providers and issuers as ESG is not a uniformly defined characteristic. ESG investing may forego market opportunities available to strategies which do not utilize such criteria. There is no guarantee the criteria and techniques employed will be successful. Remarque: sauf indication contraire dans la documentation du fonds ou dans l'objectif d'investissement du fonds, les informations contenues dans le présent document n'impliquent pas que le fonds a un objectif d'investissement aligné sur les critères ESG, mais décrivent plutôt comment les critères et facteurs ESG sont pris en compte dans le cadre du processus d'investissement global.

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en

fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Ces documents peuvent être obtenus gratuitement du représentant en **Suisse**: Vontobel Fonds Services AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, en tant qu'agent payeur: Bank Vontobel AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, auprès de Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG, Am Belvedere 1, A-1100 Vienne, en tant qu'agent de service en **Autriche**, auprès des points de vente agréés, au siège du fonds, 49 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 **Luxembourg**, auprès de PwC Tax and Advisory, Société coopérative - GFD, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Email : lu_pwc.gfd.facsvs@pwc.com, gfdplat-form.pwc.lu/facilities-agent/ en tant qu'agent européen de services et facilités en **Allemagne**, auprès de PwC Tax and Advisory, Société coopérative - GFD, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Email : lu_pwc.gfd.facsvs@pwc.com, gfdplat-form.pwc.lu/facilities-agent/ en tant qu'agent européen de services et facilités en **France**, auprès de LLB Fund Service AG, Äulstrasse 80, 9490 Vaduz à **Liechtenstein**. Vous trouverez de plus amples informations sur le fonds dans les derniers prospectus, les rapports annuels et semestriels ainsi que les Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DIC). Vous pouvez aussi télécharger ces documents sur notre site Internet à l'adresse vontobel.com/am. Vous trouverez un résumé des droits des investisseurs (y compris des informations sur les mécanismes de recours collectif en cas de litiges conformément à la directive européenne 2020/1828) en anglais via le lien suivant: vontobel.com/vamsa-investor-information. Vontobel peut décider de mettre fin aux dispositions prises pour la commercialisation de ses organismes de placement collectif conformément à l'article 93 bis de la directive 2009/65/CE. The KID is available in French. The fund is authorized to the commercialization in **France**. Refer for more information on the funds to the KID. **Italie**: Pour de plus amples informations en Italie consultez le Modulo di Sottoscrizione: Vontobel Asset Management S.A., Milan Branch, Piazza degli Affari, 2, 20123 Milano, téléphone: 02 6367 3444, e-mail: clientrelation.it@vontobel.com. En **Espagne**, les fonds autorisés à la distribution publique sont enregistrés auprès de la CNMV espagnole sous le numéro 1900 dans le Registre des sociétés d'investissement collectif étrangères. Vous pouvez obtenir la version espagnole des DIC auprès de Vontobel Asset Management S.A., Sucursal en España, Paseo de la Castellana, 91, Planta 5, 28046 Madrid. Les fonds autorisés à la distribution publique au **Royaume-Uni** et inscrits dans le régime "Temporary Marketing Permissions Regime" (TMPR) britannique sont enregistrés auprès de la FCA sous le numéro de référence 837679. Le fonds est autorisé en tant qu'OPCVM (ou est un sous-fonds d'un OPCVM) dans un pays de l'Espace économique européen (EEE), et le fonds devrait rester autorisé en tant qu'OPCVM tant qu'il est sous le TMPR. Cette information a été approuvée par Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres, dont le siège social est 20 Fenchurch Street, London EC3M 3BY et est autorisé par la

Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et soumis à la réglementation limitée de la Financial Conduct Authority (FCA). Des détails sur l'étendue de la réglementation de la FCA sont disponibles, sur demande, auprès de Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres. Vous pouvez obtenir la version anglaise des KIID auprès de Vontobel Asset Management S.A., London Branch, 20 Fenchurch Street, London EC3M 3BY ou la télécharger sur notre site Internet vontobel.com/am. Ce document n'est pas le résultat d'une analyse financière. Il n'est donc pas soumis aux «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers. Il est possible que Vontobel et/ou son conseil d'administration, ses cadres et ses collaborateurs détiennent ou aient détenu des intérêts ou des positions dans les titres mentionnés, ou aient négocié ou agi en qualité de courtiers pour ces titres. En outre, ces entités ou personnes ont pu réaliser des transactions pour des clients dans ces instruments ou fournir ou avoir fourni des services financiers d'entreprise ou autres services aux sociétés concernées.

Tout indice référencé ici est la propriété intellectuelle (y compris les marques déposées) du fournisseur de licence concerné. Tout produit basé sur un indice n'est en aucun cas parrainé, approuvé, vendu ou promu par le concédant de licence concerné et celui-ci n'a aucune responsabilité à cet égard. Pour plus de détails, veuillez consulter le site am.vontobel.com/terms-of-licenses. Bien que Vontobel soit d'avis que les informations figurant dans le présent document s'appuient sur des sources fiables, Vontobel décline toute responsabilité quant à la qualité, l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité desdites informations. Sauf autorisation émanant des lois de droits d'auteur, aucune de ces informations ne pourra être reproduite, adaptée, téléchargée pour une tierce partie, reliée, mise en exergue, publiée, distribuée ou transmise sous quelque forme que ce soit par quelque processus que ce soit sans le consentement écrit spécifique de Vontobel. Dans toute la mesure permise par la législation applicable, Vontobel décline toute responsabilité résultant de toute perte ou de tout dommage que vous encourez occasionné(e) par l'utilisation ou l'accès aux présentes informations, ou de son incapacité à fournir les présentes informations. Notre responsabilité pour négligence, violation contractuelle ou contravention à la loi résultant de notre incapacité à fournir les présentes informations dans leur intégralité ou en partie, ou pour tout problème posé par ces informations, qui ne peut être licitement exclu, se limite à la retransmission des présentes informations en intégralité ou en partie ou au paiement pour assurer cette retransmission, à notre gré et dans la mesure autorisée par la loi en vigueur. Aucun exemplaire du présent document ni aucune copie de celui-ci ne peuvent être distribués dans toute juridiction où sa distribution est limitée par la loi. Les personnes recevant le présent document doivent être conscientes de ces restrictions et les accepter. Ce document en particulier ne doit être ni distribué ni remis à des personnes américaines ni être distribué aux Etats-Unis.

Vontobel Asset Management AG
Gotthardstrasse 43, 8022 Zürich
Switzerland
T +41 58 283 71 11
info@vontobel.com | vontobel.com/am